



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ DE TRAVAUX

**Marché de travaux du square KATIA KRAFT de la ZAC Bastide
Niel à Bordeaux**

Opération n°560

Date et heure limites de réception des offres :

10 juin 2024 à 14:00

SAS D'AMENAGEMENT BASTIDE NIEL

38 Rue de Cursol

CS 80010

33001 BORDEAUX CEDEX

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	4
2.4 – Objectifs du maître d’ouvrage en termes de management de la qualité, d’environnement et d’engagement dans une labellisation EcoQuartier	4
2.4.1 - Pour le Management de la Qualité	4
2.4.2 - Pour le Management de l’environnement et climat	4
2.4.3 - Pour l’engagement dans la labellisation EcoQuartier	5
2.4.4 - Clauses d’exécution à caractère social	5
2.5 - Développement durable	5
2.6 - Confidentialité.....	5
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Contrôle technique	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire	9
6.2 - Visites sur site	13
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
7.1 - Transmission électronique.....	13
7.2 – Transmission sous support papier	15
8 – Examen des candidatures et des offres	16
8.1 – Sélection des candidatures	16
8.2 – Attribution des marchés	16
9 - Renseignements complémentaires	18
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	18
9.2 - Procédures de recours	19
10 - Clauses complémentaires	19

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Marché de travaux du square KATIA KRAFT de la ZAC Bastide Niel pour le compte de la SAS d'Aménagement Bastide Niel qui lui a été concédée par BORDEAUX MÉTROPOLE par délibération du 23 mai 2014 et traité de concession signé le 7 juillet 2014.

Opération n°560.

Lieu d'exécution :

ZAC Bastide Niel à Bordeaux - Rive Droite
33100 Bordeaux

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché alloti sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation
1	VRD
2	Aménagement paysager

Les prestations sont réparties en une tranche ferme.

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Code principal	Description
1	45233260-9	Travaux de construction de voies piétonnes
1	45233140-2	Travaux routiers
1	45233293-9	Installation de mobilier urbain
1	34928400-2	Mobilier urbain
2	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
2	77211600-8	Plantation d'arbres par ensemencement
2	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Le maître d'ouvrage impose au groupement d'être solidaire à l'attribution du marché afin :

- de palier à d'éventuelles défaillances d'entreprises co-traitantes et retarder ainsi le chantier et les autres lots le cas échéant,
- de pouvoir assurer au maître d'ouvrage la bonne exécution des travaux.

En cas de groupement, chaque co-traitant devra avoir la capacité juridique, technique et financière d'assurer l'exécution du marché en cas de défaillance d'un des membres du groupement et disposer des assurances professionnelles correspondantes.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Objectifs du maître d'ouvrage en termes de management de la qualité, d'environnement et d'engagement dans une labellisation EcoQuartier

2.4.1 - Pour le Management de la Qualité

Les études et les travaux doivent être menés dans un souci permanent de livrer un ouvrage répondant aux exigences suivantes, classées par ordre de priorité décroissante et dans le respect des règlements existants :

- Sécurité des personnes,
- Respect des coûts,
- Respect du programme y compris de la gestion environnementale des matériaux et du respect des mesures compensatoires,
- Respect des délais,
- Qualités des documents livrés,
- Processus de management et d'amélioration continue,
- La Charte Ecoquartier en vigueur.

2.4.2 - Pour le Management de l'environnement et climat

Les enjeux et les préoccupations de la Maîtrise d'ouvrage, en rapport avec la dimension « environnement et climat », sont les suivants :

- Valorisation des matériaux disponibles sur place ;
- Gestion des ressources (eau, énergie, matières) et la sobriété énergétique ;
- Réduction et valorisation des déchets ;
- Engagement d'un chantier à Haute Qualité de Réalisation ;
- La charte Ecoquartier en vigueur.

2.4.3 - Pour l'engagement dans la labélisation EcoQuartier

Les enjeux et les préoccupations de la Maîtrise d'ouvrage, en rapport avec la labélisation EcoQuartier sont les suivants :

- Qualité de vie et sociale des intervenants sur chantiers ;
- Economie du territoire, filières locales et insertions ;
- Engagement de l'ensemble de la maîtrise d'œuvre dans la démarche ;
- La charte Ecoquartier en vigueur.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.4.4 - Clauses d'exécution à caractère social

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable dont le détail est indiqué dans le CCAP. Ces éléments sont les suivants :

Conformément à l'article L2113-13 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage souhaite promouvoir l'emploi de personnes présentant des difficultés d'insertion professionnelle, au travers de sa commande publique et ceci afin de combattre les risques d'exclusion.

Ce marché comporte une clause de promotion de l'insertion et de l'emploi. Cette dernière est une condition d'exécution de ce marché, permettant d'insérer dans le milieu du travail, des personnes en parcours d'insertion professionnelle.

A ce titre, l'entreprise doit proposer dans son offre le nombre d'heures d'insertion qu'elle propose de réaliser dans le cadre de ce marché. Dans l'hypothèse d'une sous-traitance, l'entreprise s'engage à informer préalablement ses sous-traitants de l'effort d'insertion à réaliser et veillera à une répartition équitable de l'obligation d'insertion.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L2113-12 du Code de la Commande Publique.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le DCE : se référer notamment aux pièces contractuelles prévues au CCAP.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect des exigences formulées dans les documents de la consultation.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.6 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévue pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du DCE qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

Equipe de maîtrise d'œuvre urbaine :

Equipe de maîtrise d'œuvre urbaine :

<i>La maîtrise d'œuvre urbaine est assurée par : Architecte-Urbaniste-Coordonnateur en charge de conception des espaces publics</i>	<i>BET en charge de la conception des infrastructures et de la réalisation des travaux</i>	OPC INTERCHANTIER
MVRDV Achterklooster 7, NL - 3011 RA Rotterdam associé à l' Agence A+R SALLES (Paysagistes) , 76 cours de Luze 33300 Bordeaux	ARTELIA Parc Sextant - Bât D 6-8 Avenue des Satellites CS 70048 33187 LE HAILLAN	ARTELIA Parc Sextant - Bât D 6-8 Avenue des Satellites CS 70048 33187 LE HAILLAN

Maître d'œuvre pour le lot n°1-VRD : ARTELIA

Parc Sextant - Bât D
6-8 Avenue des Satellites
CS 70048
33187 Le HAILLAN

Tél. : +33 5 56 13 85 82

Courriel : rachid.fedala@arteliagroup.com

Elle est représentée par : Rachid FEDALA

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est : DCE, ACT, VISA, DET, AOR, et les missions complémentaires suivantes : Assistance au maître d'ouvrage pour la remise des équipements aux gestionnaires, réalisation d'un bilan environnemental du projet, et assistance au maître d'ouvrage en cas de litige avec des tiers.

Maître d'œuvre pour le lot n°2-Aménagements paysagers : Groupement MVRDV (mandataire) / A+R PAYSAGES

Représentée par : A+R PAYSAGES

76 cours de Luze
33300 Bordeaux

Tél. : +33 5 57 46 32 97

Courriel : contact@aplusrpaysages.com

Elle est représentée par : Solène de BOUTEILLER

La mission de maîtrise d'œuvre urbaine confiée par le maître d'ouvrage est : AVP, PRO y. compris DCE, ACT, VISA DET et AOR + suivi du parachèvement, ainsi que les missions complémentaires suivantes : ALT.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

ARTELIA

Parc Sextant - Bât D
6-8 Avenue des Satellites
CS 70048
33187 LE HAILLAN
Tél : +33 5 56 13 85 82

Elle est représentée par **Frédéric CHARLES** / frederic.charles@arteliagroup.com

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement le cas échéant.

3.4.1 - Caractéristiques

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

BECS

114 rue Galliéni
92100 Boulogne

Tél. : 0141317575 / Fax. : 0141317580 / Courriel : pascal.monfort@becs.fr

Le chantier de catégorie 2 est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

3.4.2 – Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

En conséquence, le candidat sera tenu notamment de remettre au coordonnateur un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

3.4.3 – Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Sans objet.

3.4.4 – Informations des sous-traitants

Le candidat est tenu d'informer leurs sous-traitants des obligations qui sont les leurs en matière de sécurité et de protection de la santé.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

A titre indicatif, la période prévisionnelle de démarrage des travaux est juillet/août 2024.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 60 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Avance :

Le délai maximum de paiement des avances est défini au CCAP ne pourra être supérieur à 30 jours.

Le versement de l'avance forfaitaire interviendra à réception de la demande écrite formulée par l'entreprise.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - Annexe 1 – Note de planification et d'organisation de chantier_V2_29/03/2024
 - Annexe 2 - Plan Installation Chantier_index A '2_2_1288_CCAP_Annexe2_PI installation chantier_A.pdf'
 - Annexe 3 – Le cadre de sous-détail de prix (format .xls)
- Le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS)
- Le Chapitre 0 du CCTP « Généralités » communs aux deux lots indice A de Mars 2024 et ses annexes suivantes :

- Annexe 1 - Tableau des différentes mesures environnementales auquel est soumis la ZAC Bastide Niel conformément aux dossiers réglementaires (VERDI)
- Annexe 2 - Cahier Développement Durable Espaces publics, y compris charte EcoQuartier (L'ATELIER RATIONNÉ) Version du 15/12/2021
- Annexe 3 - Charte Chantier Haute Qualité de Réalisation Bâtiment et Espace Public (L'ATELIER RATIONNÉ) Version du 15/12/2021
- Annexe 4 - « Charte chantiers propres » 2012 de la CUB (Bordeaux Métropole)
- Annexe 5 - Dossier des Déclarations de Travaux (DT)
- Annexe 6 – Charte d'Organisation des chantiers (COC_V13)
- Annexe 7 – Recommandations relatives au chancre coloréversion 4 de Bordeaux Métropole (Service Espaces Verts)
- Annexe 8 – Limites de prestations pour réalisation des aménagements extérieurs
- Annexe 9 – Dossier de pièces graphiques communs aux deux lots :

Plans généraux

- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_01_Pi Situation_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_02_Pi Topo_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_03_Pi RSX_EX_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_04_Pi Masse_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_05_Pi Structures Revêtements_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_06_Pi Niv Definitif_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_08_Pi ECP_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_09_Pi Emergences RSX EX_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_10_Pi Arrosage - Aep_A
- 1288_BN_AVT_DCE_SKK_11_Pi Signalisation_A
- PL01_BN-KAK-A+R-Plans - CONTEXTE-Masterplan
- PL02_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Plan des Aménagements
- PL03_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Plan Repères Coupes
- PL04_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Contraintes
- PL05_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Plan des sols
- PL07_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Plan des luminaires
- PL08_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Plan des fourreaux arrosage
- PL09_BN-KAK-A+R-Plans - GLOBAL-Plan des Joints, Bordures et Voliges
- PL10_BN-KAK-A+R-Coupe - GLOBAL-Coupe A-A
- PL11_BN-KAK-A+R-Plans - SKK-Plan Mobilier
- PL12_BN-KAK-A+R-Plans - SKK-Plan des Fosses
- PL13_BN-KAK-A+R-Plans - SKK-Plan des Arbres
- PL14_BN-KAK-A+R-Plans - ANTENNES- Plan mobilier
- PAY_P01_BN-KAK-A+R- Plans Plantations-GLOBAL-Plan d'aménagement général
- PAY_P02_BN-KAK-A+R- Plans Plantations-SKK-ANTENNES-Plan de l'ensoleillement
- PAY_P03_BN-KAK-A+R- Plan Plantations-SKK-ANTENNES-Plan des profondeurs de terre
- 1288_BN_AVT_DCE_SQUARE DOLTO_00_Page de Garde_A

Carnet de détails

- BN-KAK-A+R-D00-Carnet Détails aménagement paysager
- BN-KAK-A+R-PAY D00-Carnet de détails plantations

Détails planche d'essai prototype

- BN-KAK-A+R-Planche prototype general sols et mobilier-limites de prestations
- BN-KAK-A+R-Planche prototype general
- BN-KAK-A+R-Planche prototype général-Détails mobilier

- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes :
Pour le lot n° 1 :
- Le Chapitre 1 du CCTP « Travaux » indice A de Mars 2024 et ses annexes suivantes :
 - Annexe 1 - Glossaire des normes citées (annexe incluse dans le document du Chapitre 1 du CCTP)
 - Annexe 2 - Prescriptions du PAYSAGISTE de la ZAC : A+R
 - Annexe 3 - Recueil de plans d'ouvrages types de la Direction de l'eau (2018 de Bordeaux Métropole)
 - Annexe 4 - Procédures de rétrocession des ouvrages : CTA031 et CTA 032
 - Annexe 5 - Détails
- Pour le lot n°2 :
- Le CCTP lot « Aménagement paysager » de Décembre 2023.
- Le calendrier prévisionnel d'exécution comprenant :
 - 1288-ZAC BN-Phasage travaux square KATIA KRAFT.pdf
 - 1288-ZAC BN-AGP_Planning travaux square KATIA KRAFT.pdf

- Le mémoire technique (y compris le SOGED, qui devient contractuel si l'entreprise l'a fourni)
-
- Le document complété par le candidat :
 - Pour le lot n°1 : regroupant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des travaux (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) avec Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (formats .pdf et .xls) pour le lot n°1

NB : Seul le montant forfaitaire de la DPGF est contractuel. Le prix unitaire sert uniquement à l'exécution du contrat. En aucun cas les quantités ne sont contractuelles.

- pour le lot n°2 : Le document complété par le candidat : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des travaux (DPGF) (formats .pdf et .xls)

NB : Seul le montant forfaitaire de la DPGF est contractuel. Le prix unitaire sert uniquement à l'exécution du contrat. En aucun cas les quantités ne sont contractuelles.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support papier ou physique électronique n'est autorisée.

Le dossier de consultation est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<http://demat-ampa.fr> en indiquant la référence de la consultation : **OP560SQUAREKRAFT**.

Nota Bene : En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat est averti qu'il n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication des questions/réponses ou encore aux modifications / précisions du dossier de consultation avant la date limite de remise des offres. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

Nota Bene 2 : Les candidats sont invités à ajouter dans leur carnet d'adresses l'adresse technique de la plateforme "nepasrepondre@demat-ampa.fr" afin de s'assurer de la réception des alertes et sollicitations des acheteurs publics.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Ainsi, toute pièce venant se substituer à une précédente version rendra de fait caduque la précédente version. Le candidat devra utiliser et/ou remettre le document dont la version est **en vigueur à la date limite de remise des plis**.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre et la candidature.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour les DC1 et DC2 précités, il est demandé d'utiliser les modèles fournis dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Libellés
La lettre de candidature (utiliser le modèle de DC1 joint au dossier de consultation) incluant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement momentané d'entreprises.
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et/ou articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique (ou cf. modèle de DC1 joint au dossier de consultation)
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Pouvoir du signataire d'engager la personne ou la société qu'il représente (justificatif d'immatriculation, pouvoir de signature, ...)
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou, si impossible, les éléments utiles à la démonstration de la capacité financière ; Conformément à l'article R2142-6 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques devront réaliser un chiffre d'affaires annuel minimal de 700 000 € Pour le lot n°1 notamment dans le domaine concerné par le présent marché et l'aménagement qualitatif d'espaces publics Métropolitains	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin avec les coordonnées des maîtres d'ouvrage)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate. En l'absence de références, le candidat est appelé à fournir tout élément de nature à justifier ses capacités à réaliser les travaux faisant l'objet du marché.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Qualifications demandées pour le lot n°1 : FNTF définies ci-après ou toutes autres références équivalentes (attestation de travaux équivalents par des maîtres d'Ouvrages, etc.)

34 Chaussées urbaines :

- 341 Assises de chaussées
- 343 Revêtements en béton coulé en place
 - 3431 Béton sous circulation motorisée
 - 3433 Bétons décoratifs
- 345 Pavés et dalles
 - 3452 En béton, engazonnés ou autres matériaux
- 347 Petits ouvrages divers en maçonnerie

Qualifications demandées pour le lot n°2 :

Index général :

- EV1 - Travaux de végétalisation
- 346 Pose de bordures, chainettes et caniveaux
- 345 Pavés et dalles
 - 3451 En pierre naturelle

Qualifications particulières :

- 754 : Réhabilitation, aménagement paysager de sites
- Suivant le référentiel qualipaysage :
 - > Aménagements paysagers (confirmé)

- > Arrosage automatique (confirmé)
- > Entretien d'aménagements paysagers (confirmé)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Le candidat devra remettre les éléments suivants :

- Le (ou les) Acte d'Engagement (A.E., daté(s), signé(s) et paraphé(s), cadre à compléter.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes : à accepter sans modification.
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé à accepter sans modification.
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) composé de 2 chapitres et leurs annexes.
- Le document à compléter par le candidat regroupant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des travaux (D.P.G.F.) + pour le lot n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) et Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) conformément au cadre joint au Dossier de Consultation, signé et paraphé, et sa version au format numérique .xls ou .xlsx.

N.B : Il est entendu que cette décomposition engage le concurrent sur les prix, non sur les quantités qui restent de sa responsabilité pour la D.P.G.F.

- Le Descriptif Technique de l'offre de l'Entreprise comprenant :

Le dossier technique présenté par les candidats sera organisé selon les sections indiquées ci-après et comprendra au minimum toutes les informations demandées ci-après.

Note de synthèse : 4 pages maximum résumant les principales caractéristiques, les points forts et les engagements du candidat.

Mémoire justificatif pour la qualité des moyens humains affectés sur le chantier (CV et mobilisations associées) : ce document apporte tous les éléments permettant de justifier que les moyens humains sont suffisants pour répondre à l'objet du marché, aux spécificités et notamment pour les études, les travaux, la mise en place et le suivi des procédures Qualité et Environnement, pour assurer les missions de contrôles interne et externe (organigramme(s) avec nom des personnes affectées, planning(s) des ressources établi(s) sur la base du planning prévisionnel des travaux y compris pendant la période de préparation et pendant le chantier par type d'équipes de travaux et par entreprises en cas de groupement ou sous-traitance éventuelle).

Mémoire justificatif pour présenter la méthodologie d'organisation et des moyens techniques : ce document apporte tous les éléments permettant de justifier la mise en place et le suivi des procédures Qualité et Environnement (Un schéma organisationnel du Plan d'Assurance Qualité qui devra indiquer de manière exhaustive tous les points d'organisation de la gestion de qualité de l'opération dans les phases études et réalisation, notamment la synthèse, les interfaces entre les membres du groupement avec les sous-traitants et les fournisseurs, les contrôles internes et externes).

Ce document apporte également tous les éléments permettant de justifier sa compréhension de la réelle complexité organisationnelle et technique de l'opération et contiendra une note d'organisation spatiale comprenant :

- des précisions sur son organisation en lien avec les contraintes de phasage des travaux,
- un calendrier d'exécution détaillé par jalon et détaillant la période de préparation avec la réalisation du prototype en lien avec le lot n°2,

Mémoire descriptif des engagements et des responsabilités sociétales, Ce document comprend les parties suivantes :

- Présentation et engagement actuel de l'entreprise ou du groupement dans le développement durable (sociale, environnement et économique) et notamment les mesures d'insertion sociale et le nombre d'heures d'insertion qui seront mises en œuvre sur le chantier ;
- Présentation et organisation pour mettre en œuvre un chantier à Haute Qualité de Réalisation – cf. annexe 3 du CCTP Chapitre 0 ;

+ Pour le lot n° 1 : Mémoire sur Méthodologie d'exécution des travaux pour les sous-détails de prix demandés :

Ce document détaille les moyens de réalisation propre à chacun des sous-détails de prix demandés ci-après suivant le sous-détail type joint au DCE en tant qu'annexe n°3 au CCAP.

1.2 : installation de chantier

1.6.1 : Revêtement en béton BC5 fibré épaisseur 20 cm y compris réalisation des joints (de dilatation, de construction et de retrait : tous les 25 m2)

1.6.3 : Dalles engazonnées sur 30cm de mélange terre-pierre

1.6.5 : Béton désactivé des Dalles engazonnées sur couche de GNT réglée et à 50MPa, avec dalles engazonnées uniquement sur les limites extérieures, y compris joint s rayonnants : épaisseur pour être circulée occasionnellement par pompiers de 20 cm et fibré.

1.13.1 : Borne escamotable

+ Pour le lot n°2 : Mémoire sur Méthodologie d'exécution des travaux pour les sous-détails de prix demandés :

Ce document détaille les moyens de réalisation propre à chacun des sous-détails de prix demandés ci-après suivant le sous-détail type joint au DCE en tant qu'annexe n°3 au CCAP.

II 8 A : Bordures circulaires en pierre, massif béton et joints bords à bords

II 8 B : Banc pierre et feuillures sur plot béton

Tous les documents remis devront être signés, datés avec le tampon de l'Entreprise.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de leur pli vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera attribué.

Protection des données à caractère personnel

Les informations ici recueillies font l'objet d'un traitement informatique par Bordeaux Métropole Aménagement pour les seules finalités suivantes : enregistrement des offres pour instruire la procédure de passation du contrat (analyse des candidatures et des offres, classement des offres, attribution et rejets des offres, notification du contrat et exécution du contrat).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public et/ou intérêt contractuel dont Bordeaux Métropole Aménagement est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par Bordeaux Métropole Aménagement à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit :

- 5 ans pour les pièces relatives à la procédure de passation, les candidatures et les offres non retenues à compter de la date de notification du contrat,

- 10 ans pour les offres retenues et les pièces relatives à la procédure d'exécution à compter de la date de fin d'exécution du contrat,

Ce dernier délai sera porté à la durée de vie du bâtiment pour les offres retenues et les pièces relatives à la procédure d'exécution des marchés de travaux susceptibles de comporter des risques environnementaux ou pour la santé publique. Ce délai concernera également les marchés de travaux portant sur la construction d'un bâtiment, sa réhabilitation ou toute modification structurelle, pour des raisons patrimoniales (notamment dans un souci d'optimisation de la protection, de la connaissance, de la pérennisation des constructions).

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les candidats disposent pour les traitements les concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Les candidats peuvent exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : florian@dpflow.eu

ou par courrier postal : M. Florian BOYENVAL 132 Rue Fondaudège, 33000 BORDEAUX

Pour en savoir plus, ils peuvent également consulter leurs droits sur le site de la CNIL.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site du futur Square Katia Kraft est préconisée et le site est totalement accessible.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Conformément aux dispositions de l'article R2151-5 du Code de la commande publique, un pli est qualifié « hors délai » et en conséquence rejeté, si le téléchargement se termine après la date et heure limites de réception des offres.

7.1 - Transmission électronique

Pour toute difficulté rencontrée sur le portail de dématérialisation des marchés publics de l'AMPA, une assistance téléphonique est à la disposition des candidats de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés, après demande préalable via l'onglet « Assistance en ligne ».

Modalités de transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>. En revanche, la transmission des plis sur un support physique électronique (clé USB...) n'est pas autorisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Dans le cas de candidatures groupées conformément à la réglementation sur les marchés publics, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :

1. De s'inscrire sur la plate-forme des marchés publics DEMAT-AMPA accessible à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>
2. Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son n° SIRET
3. Le pli doit contenir impérativement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation
4. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Ainsi, dans le cas où un candidat souhaiterait compléter sa candidature/son offre après dépôt, le candidat est invité à réaliser un nouveau dépôt, de l'intégralité de son offre. Lors de l'ouverture des plis, **seul le dernier envoi prévaut.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

La plateforme DEMAT-AMPA vous permet :

- De vérifier la configuration de votre ordinateur grâce à une fonction de diagnostic de présence des pré-requis.
- De tester la configuration de remise des plis. Une consultation nommée "CONSULTATIONS DE TEST" est disponible dans la rubrique " SE PREPARER A REPONDRE". Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle afin de vous familiariser avec la procédure. Une assistance en ligne est disponible sur la plateforme.

Dans tous les cas il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique et d'anticiper vos dépôts.

1. Les formats de fichiers

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Format Microsoft Word («.doc » ou «.docx ») (Version Word 97 et postérieures)
- Format Adobe Acrobat («.pdf ») (Version Acrobat 5 et postérieures)
- Format Microsoft Excel («.xls ») (Version Excel 97 et postérieures)
- Format AUTOCAD («.dwg ») pour les plans complémentaires
- Format JPG pour les éléments graphiques d'illustration
- Format PPT, .rtf et msp
- Les fichiers compressés seront regroupés dans des archives au format .ZIP

2. Nom des fichiers :

- Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : / \ : ? > et de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.
- Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans le zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

3. Préconisations de transmission :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les ".bat" les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" Faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux [préconisations : taille maximum de 100 Méga octets (MO)]. En effet, le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du pli et engendre ainsi un risque de réception hors délai.
- Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus à la charge du candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat en sera informé.

Copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB) ou sur support papier comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- « **COPIE DE SAUVEGARDE** »,
- **Intitulé de la consultation**
- **Numéro de la consultation (numéro de marché)**
- **Nom du candidat**
- **Le cas échéant le lot concerné**

COPIE de SAUVEGARDE pour :

Marché de travaux du Square KATIA KRAFT de la ZAC Bastide Niel à Bordeaux.

Opération n°560

NOM DU CANDIDAT :- Lot n°.....

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

SAS D'AMÉNAGEMENT BASTIDE NIEL

38 rue de Cursol

CS 80010

33001 BORDEAUX CEDEX

La copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie

électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas d'ouverture de la copie de sauvegarde, si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, cette copie ne fait pas l'objet d'une réparation. Ce document est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions de la réglementation sur les marchés publics.

Il est fortement recommandé d'adresser cette copie de sauvegarde car elle n'engendre pas de réel surcoût ni de charge de travail supplémentaire pour les candidats et permet de parer à toute éventualité.

Néanmoins, la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis, soit avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Signature électronique

Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigée pour cette consultation.

Le marché public sera signé électroniquement selon les modalités définies ci-après.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant ; par « offre retenue » s'entendent les documents listés à l'article 6 du présent règlement de la consultation et pour lesquels la signature est requise au stade de la notification. Il en ira de même des pièces particulières contractuelles listées à l'article 2 du CCAP et des actes relatifs à la vie du marché (modifications du marché en cours d'exécution dont les avenants, etc.).

Dans le cas où l'offre du candidat retenu aura été déposée sans signature électronique, il lui sera demandé de signer électroniquement son offre.

Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière.

Le certificat de signature électronique est payant. Son obtention pouvant prendre plusieurs semaines, la demande doit être anticipée par rapport à la date et à l'heure limites de réception des plis indiquées dans le présent règlement de consultation.

Le soumissionnaire veillera à porter une attention particulière à la **qualité du détenteur du certificat de signature électronique** qui signe les documents transmis par voie dématérialisée, celui-ci devant être dûment habilité à engager la société.

Chaque pièce pour laquelle une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XadES, CadES ou PadES.

IMPORTANT : La seule signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient et n'emporte donc pas valeur d'engagement du candidat (ex : un dossier .zip signé ne vaut pas signature de chaque document du .zip). Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être de niveau 3 (signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié) ou de niveau 4 (signature électronique qualifiée) tel que définis par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Concernant ces prestataires, une liste nationale de confiance est disponible sur le site de l'ANSSI. Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

7.2 – Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 – Examen des candidatures et des offres

8.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique pour tous. Le pouvoir adjudicateur peut informer les autres candidats qu'ils ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des offres avant l'analyse des candidatures, en conformité avec les articles R2144-3 et R2161-4 du Code de la Commande Publique.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités s'effectuera de manière globale.

8.2 – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. Dans le cas de refus ou d'absence de régularisation, les offres seront rejetées et le candidat éliminé.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Toute offre transmise par voie papier ou sur support physique électronique sera considérée comme irrégulière et non susceptible de régularisation.

Les

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations Np	60.0 %
2-Valeur technique Nt	40.0 %

La note finale N, sur 10 est obtenue de la manière suivante : $N = 0,60 \times Np + 0,40 \times Nt$

1) Critère prix Np noté sur 10 points

Le montant M pris en considération sera le montant HT Total Général figurant à l'Acte d'Engagement après vérifications du D.P.G.F. et du B.P.U. / D.Q.E.

Pour le critère prix, la notation sera effectuée selon les dispositions suivantes :

- L'offre dont M est le plus faible se verra attribuer la note de 10 points, sous réserve qu'elle ne soit pas considérée comme une offre anormalement basse,
- L'offre dont le montant sera supérieur ou égal à 1,7 fois le montant de l'offre la plus basse se verra attribuer la note "1",
- Les autres offres se verront attribuer la note calculée comme suit :

$N_p = \text{Note (sur 10) de l'offre à noter} = 25 - (15 \times M_{\text{cand}} / M_{\text{min}})$

Avec :

M_{cand} = Montant M de l'offre évaluée

M_{min} = Montant M de l'offre la plus faible

2) Critère technique N_t noté sur 10 points pour le lot n°1

Il s'agit de la notation du descriptif technique de l'offre contenu dans le dossier d'offre. Celle-ci doit permettre d'apprécier la conformité et la qualité de l'offre : en cas d'insuffisance, l'offre pourra être écartée.

La note technique est décomposée selon les chapitres pondérés tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous d'après l'article 6.1 précédent décrivant les documents à produire dans le mémoire technique de l'offre :

N° chapitre	Description	Pondérations
Nt1	Moyens humains du candidat affectés sur le chantier (CV et mobilisations associées)	30 %
Nt2	Méthodologie d'organisation et des moyens techniques	30 %
Nt3	Engagements et responsabilités sociétales jugés sur la base du mémoire spécifique qui traite les thématiques suivantes : - Présentation et engagement actuel de l'entreprise ou du groupement dans le développement durable (sociale, environnement et économique) et notamment les mesures d'insertion sociale et le nombre d'heures d'insertion qui seront mises en œuvre sur le chantier - présentation et organisation pour mettre en œuvre un chantier à Haute Qualité de Réalisation – suivant l'annexe 3 du CCTP chapitre 0.	15 %
Nt4	Méthodologie d'exécution des travaux pour les sous-détails de prix demandés	25 %

La note technique N_t , sur 10 est obtenue de la manière suivante :

$$N_t = 0.3 \times N_{t1} + 0.3 \times N_{t2} + 0.15 \times N_{t3} + 0.25 \times N_{t4}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus ou d'absence de confirmation, son offre sera éliminée comme non cohérente.

2) Critère technique N_t noté sur 10 points pour le lot n°2

Il s'agit de la notation du descriptif technique de l'offre contenu dans le dossier d'offre. Celle-ci doit permettre d'apprécier la conformité et la qualité de l'offre : en cas d'insuffisance, l'offre pourra être écartée.

La note technique est décomposée selon les chapitres pondérés tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous d'après l'article 6.1 précédent décrivant les documents à produire dans le mémoire technique de l'offre :

N° chapitre	Description	Pondérations
Nt1	Moyens humains du candidat affectés sur le chantier (CV et mobilisations associées)	30 %
Nt2	Méthodologie d'organisation et des moyens techniques	30 %

Nt3	Engagements et responsabilités sociétales jugés sur la base du mémoire spécifique qui traite les thématiques suivantes : - Présentation et engagement actuel de l'entreprise ou du groupement dans le développement durable (sociale, environnement et économique) et notamment les mesures d'insertion sociale et le nombre d'heures d'insertion qui seront mises en œuvre sur le chantier - présentation et organisation pour mettre en œuvre un chantier à Haute Qualité de Réalisation – suivant l'annexe 3 du CCTP chapitre 0.	15 %
Nt4	Méthodologie d'exécution des travaux pour les sous-détails de prix demandés	25 %

La note technique Nt, sur 10 est obtenue de la manière suivante :

$$Nt = 0.3 \times Nt1 + 0.3 \times Nt2 + 0.15 \times Nt3 + 0.25 \times Nt4$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus ou d'absence de confirmation, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suites à donner à la consultation

La négociation sera menée via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://demat-ampa.fr>.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager par écrit des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Elles pourront se dérouler en phases successives dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. La négociation ne pourra porter que sur des éléments en lien avec les critères de sélection des offres ci-dessus détaillés.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Nota Bene 1 : L'entreprise doit donc impérativement indiquer dans l'acte d'engagement l'adresse électronique de référence.

Nota Bene 2 : Les candidats sont invités à ajouter dans leur carnet d'adresses l'adresse technique de la plateforme "nepasrepondre@demat-ampa.fr" afin de s'assurer de la réception des alertes et sollicitations des acheteurs publics.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **8 jours**. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

A défaut de réception des justificatifs demandés dans le délai imparti, l'offre retenue sera rejetée de plein droit. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire et les cotraitants éventuels sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par BMA à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats signent électroniquement l'offre retenue conformément aux modalités définies à l'article 7.1 du présent règlement de consultation.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour signer électroniquement ne pourra être supérieur à **5 jours ouvrés**. A défaut de signature électronique conforme dans le délai imparti, l'offre retenue sera considérée comme irrégulière et sera rejetée de plein droit. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=572007&orgAcronyme=s4p>

Cette demande doit intervenir au plus tard **8 jours**, décomptés à partir de la réception de la demande dans nos services avant la date limite de réception des offres (jour de remise non inclus).

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres (jour de remise non inclus).

Les réponses pourront être regroupées.

Nota bene : au cours de son étude, le candidat est tenu de contrôler la cohérence des indications du DCE. En cas d'incohérence ou de doute, il appartiendra au candidat de poser les questions qui s'imposent.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux - 9 Rue de Tastet -CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Greffe du Tribunal Administratif de Bordeaux - 9 Rue de Tastet -CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet www.telerecours.fr.

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Bordeaux :

CCIRA - DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C - Immeuble Le Pôle - 11, avenue Pierre Mendès France - 33700 MERIGNAC

10 - Clauses complémentaires

1/ Forme des notifications et informations au titulaire :

Conformément à l'article 3.1 du CCAG Travaux, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique de référence du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celle de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

L'entreprise doit donc impérativement indiquer dans l'acte d'engagement l'adresse électronique de référence.

2/Dispositif de Vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire et les cotraitants éventuels sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par B.M.A, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

3) Les informations contenues dans le dossier de consultation sont communiquées aux candidats potentiels exclusivement pour les besoins de la présente consultation. Toute autre utilisation de ces données ou réemploi pourra faire l'objet de poursuites.